



Solidarité avec les revendications démocratiques du peuple vénézuélien

L'annonce des résultats des élections présidentielles vénézuéliennes du 28 juillet 2024 a suscité des protestations populaires massives. Nicolás Maduro affirme avoir gagné avec sept points d'avance, sans que le Conseil national électoral n'ait publié, comme il en a l'obligation, les résultats détaillés du scrutin. L'équipe de son principal concurrent, Edmundo González, a quant à elle publié sur Internet ce qu'elle affirme être les procès-verbaux de 81,7 % des bureaux de vote lui donnant un avantage de 37 points. Dans cette situation, la seule sortie par le haut consiste en un audit citoyen, public et pluraliste des actes du scrutin, qui permette la publication par le Conseil national électoral de l'ensemble des résultats par bureaux de vote pour que la volonté exprimée dans les urnes puisse prévaloir.

Depuis le soir des élections, les manifestants subissent une répression implacable : au moins 1 200 arrestations (selon les données du Procureur général de la République), dont des journalistes, des étudiants, des assesseurs de bureaux de vote. À ce jour, le décompte de morts s'élève à au moins 22 victimes. Les déclarations de Nicolás Maduro selon lesquelles deux prisons seraient dédiées à l'incarcération de 1000 personnes supplémentaires, au travail forcé et à la "rééducation" des manifestants nous indignent particulièrement. Nous affirmons le droit inaliénable des Vénézuéliens à choisir démocratiquement leurs dirigeants ainsi qu'à protester sans être criminalisés par l'État.

Face aux risques d'aggravation du conflit portés par l'auto-proclamation unilatérale des deux principaux candidats et l'intervention de grandes puissances étrangères en leur faveur, nous soutenons les efforts de médiation des gouvernements latino-américains de gauche entre les forces politiques en dispute pour une solution pacifique, en particulier le Brésil, la Colombie et le Mexique qui ont appelé dans une déclaration commune au respect du « principe fondamental de la souveraineté populaire [...] grâce à une vérification impartiale des résultats ».

Enfin, nous appelons à la constitution d'un réseau de solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien, pour le soutien de ses aspirations démocratiques et de ses luttes d'émancipation, en rejetant toutes les prétentions et actions impérialistes au Venezuela, d'où qu'elles viennent.

Paris, 7 août 2024.

Signataires : À nous la démocratie ; Arguments pour la lutte sociale (Alputsoc) ; Ensemble ! ; Gauche démocratique et sociale (GDS) ; Gauche écosocialiste (GES) ; Nouveau parti anticapitaliste – l'Anticapitaliste ; Parti Socialiste (PS) ; Pour une écologie populaire et sociale (Peps) ; Rejoignons-nous ; Réseau Bastille.